

Moulinasse est d'ailleurs mal renseigné, ou sa plume le sert mal :

Qu'entend-il par polémique « irritante » ? — Est-ce celle qui irrite Moulinasse ?

Qu'est-ce qu'une polémique « stérile » ? — Est-ce celle qui ne fait point pousser les idées à Moulinasse ?

Et comment peut-elle être « superflue » si elle est « stérile » ?

Avant donc que d'écrire apprenez à penser !

J'ai peine à croire, que l'on ait à Ypres « proscrit » tous ces genres à la fois, — car que resterait-il aux fidèles Moulinasses ?

Enfin, qu'entendez-vous par « journaux du même bord » ? Tout cela est bien inquiétant : serions-nous du « même bord » que Moulinasse ?

Vous dites vrai quand vous révélez à vos lecteurs étonnés que je suis entré naguère à la Fédération après entente avec M. Charles Woeste, son Président, — vous pouvez même ajouter : à sa demande. Mais suis-je devenu par là l'homme-lige de cet éminent ami ou même de la Fédération ? Non, je n'ai pas entendu aliéner la moindre parcelle de cette liberté que Victor Jacobs, à Ypres même, revendiquait pour tous, en termes éloquentes et charmants dans sa belle paraphrase du mot sacré : « *In dubiis libertas.* »

J'ai cessé, c'est encore vrai, de participer aux travaux de la commission centrale; mais seulement le jour où je sentis l'impulsion, funeste, selon moi, qui était imprimée à la Fédération des Cercles. Nul ne s'y est trompé, et discrètement, sans tapage, nous attendons pour nous séparer courtoisement l'époque normale du renouvellement des mandats. Point n'était besoin de votre vertueuse délation.

Et à ce propos, pour finir, qu'il me soit permis de m'autoriser du grand exemple d'indépendance d'esprit et de cœur que donne le Président de la Fédération lui-même :

M. Charles Woeste ne tient-il pas des mains mêmes de M. Beernaert, sa présidence ? — et s'est-il cru pour cela « moralement obligé » — comme dit Moulinasse — de suivre, en quoi que ce fût, l'avis de l'honorable chef du cabinet ? — Répondez, Moulinasse ?

Et, en attendant, recevez, Monsieur, l'assurance du plaisir que j'ai d'avoir fait votre connaissance.

A. DE BURLET.

## Le Péril social

Nous voici encore une fois revenus aux émotions et aux douleurs de l'an dernier. La même angoisse patriotique nous reprend à la gorge. Une partie de nos frères, et les plus malheureux, sont debout, répudiant la mère-patrie, chantant les airs nationaux de l'étranger, arborant un drapeau qui n'est pas le nôtre, un drapeau rouge, couleur du sang versé !

Et demain peut-être, aujourd'hui sans doute, à l'heure où nous écrivons, de nouveaux massacres seront consommés. Tout le pays noir est occupé militairement, et à chaque heure se passent des scènes émouvantes comme celle-ci qu'un journal du matin nous rapporte :

« A la Louvière une bande de grévistes est en marche. La troupe barre le chemin, l'arme au pied. La bande avance encore. Il y a plus de 2,000 grévistes; ils sont 30 soldats ! Le drapeau rouge n'est plus qu'à une centaine de mètres.

— Chargez les armes ! commande l'officier. Quelle situation ! Le lieutenant se promène devant ses hommes, des deux mains il tord son sabre.

Pâle, sa figure énergique reflète le combat qui se livre en lui.

— Mauvais quart d'heure, lieutenant, lui dis-je.

— Oh ! oui ! Les grévistes se sont arrêtés. Ils ont vu l'attitude calme des soldats et la ferme résolution de l'officier. On voit que c'est la mort dans l'âme qu'ils vont exécuter les ordres reçus.

Les ouvriers se consultent, puis soudain un grand cri s'élève, unanime : Vive l'armée !

Et la bande rebrousse chemin.

Eh bien ! je dis que ces situations sont douloureuses et que tous les bons citoyens, tous ceux qui ont gardé une conscience vibrante et compatissante se sentent une soudaine blessure à l'âme

en lisant de pareilles choses. D'autant plus, comme disait Vallès, qu'on ne guérit pas une situation en donnant au peuple des pillules de fer par le tube des fusils.

Certes nous convenons, nous savons que les remèdes sont difficiles, que la crise industrielle est intense, qu'après les prodigieuses années de prospérité qui ont suivi la guerre de 1870 est advenue une période de stagnation, de concurrence redoutable, nous savons que beaucoup de nos charbonnages travaillent à perte et que les salaires devraient plutôt être diminués qu'augmentés. Mais qu'est-ce que tout cela fait aux ouvriers qui n'entendent rien à l'économie politique; ils veulent vivre, veulent manger et réclament comme un droit social le droit au travail et au pain.

En vain imagine-t-on de dire pour se rassurer que ce sont les meneurs et autres Defuisseautistes qui occasionnent seuls tout le mal et suscitent par leurs seules prédications anarchistes ces soulèvements et ces grèves. C'est presque enfantin, un pareil raisonnement. Il n'y a de meneurs que là où se trouve une masse prête à se laisser mener.

Il ne peut pas s'agir de bergers quand il n'y a pas préalablement un troupeau. Les meneurs ne font pas naître la crise et la révolte; ils en sortent naturellement.

Donc, sachons reconnaître que la cause est profonde d'un tel trouble social, surtout quand après les tragiques répressions de l'an dernier, les fusillades, les routes jonchées de cadavres, les prisons encombrées par toute une jeunesse qu'on retire de leurs familles et de la vie, quand après cela nous voyons ces mêmes ouvriers debout, révoltés, marchant sans regret vers le péril des fusils ou le péril des tribunaux — également impitoyables — et clamant dans le vent de la terreur publique leur désir de mourir plutôt que de continuer à vivre en de pareils démentis.

C'est un de ces malheureux qui se trouvait un jour d'ennemie au haut d'une barricade, saignant, le fusil cassé, les vêtements en loques.

Les balles pleuvaient. Il allait infailliblement tomber. On voulait l'entraîner.

— Viens ! On va te tuer.

— Non ! Je reste.

— Mais quel homme es-tu donc ?

— Je m'appelle : *Las de vivre !*

Quand on se trouve devant des hommes pareils, dont les uns, j'en conviens, sont des déclassés, des misérables, des agitateurs de profession, mais dont beaucoup sont de pauvres ouvriers exténués et poussés à bout, on aurait bien tort de se montrer éternellement rassuré.

Il importe de le dire bien fort : notre pays va vers une révolution. C'est la marche logique des agitations de l'histoire : quelques crises partielles avant la grande catastrophe finale. La date seule est encore incertaine ; dans dix ans ou demain, mais le dénouement est inéluctable. Qu'on ne se repose pas, pour se rassurer, sur des baïonnettes et des canons. Qui prouve d'abord que l'armée — qui sort du peuple, du peuple seul — ne fera pas défection, surtout recrutée comme elle l'est ? Et restât-elle fidèle, nous savons par notre propre expérience, combien les révolutions réussissent, sans force, avec les moyens les plus faibles, contre toute la puissance organisée. En Belgique même, à la révolution de 1830, quelques poignées de volontaires ont raison de l'armée orangiste, et la révolution triomphe en dépit d'un gouvernement légal qui a tout à sa disposition : l'armée, l'administration, la police, le trésor.

Nous croyons bon de rappeler ces souvenirs, et de sonner cet avertissement pour qu'en certaines régions officielles où l'on vit sans regarder assez la Rue, sans voir la Vie, sans entendre assez battre le vrai Cœur de la nation, on comprenne enfin et qu'on voie clair et qu'on agisse !

Plus d'un an a passé sur les leçons de mars 86 Rien n'a été fait encore pour l'amélioration ouvrière. D'aucuns répondent qu'il n'y a rien à faire. Mais à supposer que ce fût vrai, on aurait pu prendre au moins certaines mesures qui seraient apparues comme une marque de bonne volonté, un signe d'intérêt, quelque chose comme le sirop inoffensif que le médecin donne à son malade et qui, par un effet de l'imagination surexcitée, adoucit en réalité son mal et lui redonne confiance.

Au contraire, on n'a rien fait. Pas un parole

généreuse, chaleureuse, n'a retenti dans cette enceinte, morne et si lointaine, du Parlement. Eh bien ! nous-disons que les vrais patriotes, au dehors, souffrent et s'indignent et, quant à nous, nous demandons à nos amis du Centre de prendre en main au plus tôt et résolument les questions sociales à la Chambre. En présence de la situation actuelle, qu'ils demandent la priorité pour les projets ouvriers élaborés par la Commission du travail. Ce sera une satisfaction immédiate donnée aux mécontentements qu'une si longue indifférence a exaspérés.

Que nos députés agissent, et se souviennent qu'ils représentent à la Chambre le parti indépendant de Bruxelles, c'est-à-dire un parti qui s'est affirmé avant tout dans son programme comme un parti démocratique.

C'est l'heure, parmi eux, pour un homme de cœur et de patriotisme, de se lever et de sauver l'Avenir !

R.

## A travers les journaux

Magistrature à cheval. — A propos de l'agitation dans le Hainaut, la *Gazette* fait une proposition :

Les autorités, à pied, ne peuvent pas, dit-on, accompagner les troupes à cheval.

Eh ! qu'elles montent à cheval !

Qu'on donne dans les Universités des cours d'équitation aux aspirants magistrats, cela leur sera toujours aussi utile que le droit romain qu'on leur enlève.

Pourquoi n'y aurait-il pas des substituts à cheval, — et une magistrature montée dans la magistrature debout ?

On a bien vu, dans la bagarre de Braine, un garde champêtre à cheval...

Ça, par exemple, c'est une idée. Il est de toute évidence, en effet, que l'équitation est infiniment plus utile aux aspirants-magistrats que le droit romain, lequel serait plus avantagusement enseigné dans les casernes de cavalerie.

Ensuite, la fréquentation du manège aiderait nos magistrats à se tenir à cheval sur la légalité.

Et puis quel attrait pour les jeunes de voir sur les places publiques la statue équestre des sommités de la magistrature à cheval !

Enfin, et ceci nous paraît être l'argument décisif, quelle mortification pour nos substituts actuels de se voir dégotés par de simples garde champêtres !

Perles extraites de l'écrivain politique de l'Indépendance :

Toutefois il est probablement certain que finalement M. Grévy investira M. de Freycinet de sa confiance.

Il est certainement probable que l'Indépendance néglige la forme, car nous lisons plus loin :

La durée de la crise sera vraisemblablement de longue durée.

Décidément, voilà une forme qui exige une réforme.

Les grèves et le suffrage universel. — Certaines feuilles libérales préconisent comme remède aux grèves le suffrage universel. On sait par l'enquête combien les ouvriers borains ont conscience de ce fameux suffrage universel qu'ils appellent naïvement le « soufflage universel. » Ils s'en vont répétant un mot qu'on leur a soufflé dans l'intérêt de quelques meneurs ambitieux qui ne croient pas du tout à la vertu du fameux suffrage. S'ils y croient c'est une grossière erreur; s'ils n'y croient pas c'est une duperie. Et comment voulez-vous qu'ils y croient ? N'ont-ils pas l'exemple que leur offrent la France et l'Allemagne, où des grèves éclatent à chaque instant ?

On a invoqué mille fois cet argument, fort de l'expérience, et sans repliche possible, mais en vain, tant est incompréhensible la bêtise et la crédulité humaines. Si les libéraux n'ont d'autre panacée que celle-là à offrir au peuple qui souffre, celui-ci peut se donner la certitude qu'il a pour des siècles encore du pain noir arrosé de larmes sur la planche.

L'un des moyens les plus sûrs d'améliorer le sort de ces pauvres gens serait de leur rendre la discipline de la religion, ses consolations, sa résignation — et des mœurs. Ce n'est qu'un secours moral, mais il a été souverain. Quant à l'amélioration matérielle, tous la désirent et cherchent à l'assurer par des moyens pratiques. Par « tous » nous entendons les conservateurs au même titre que les libéraux.

Au pouvoir ces derniers n'ont rien trouvé, dans l'opposition ils découvrent le lauréat du suffrage universel. Ce n'est vraiment pas fort.